

Association culturelle Adrar Ath Koudhia

E-mail : asso_adhrar@yahoo.fr

Village Adrar, commune Aghribs Wilaya Tizi-ouzou, Kabylie, Algérie

9^e session du mécanisme d'experts sur les droits de peuples autochtones, MEDPA

Intervention en séance plénière de Monsieur Mohamed Aggoun, président de ladite association

POINT 6. Droits fondamentaux des peuples autochtones et entreprises

La sociologie politique d'un pays, qui détermine ses priorités, puise ses racines dans son volet culturel et ses expériences pleinement vécues.

La tendance libérale considère qu'une bonne position sociale reste le fruit d'un travail compétitif qui, alors, booste la productivité. Ce qui reste valable, pour une société connue pour ses inégalités sociales et méfiante de tout ce qui est étatique.

En Asie, la tendance dominante s'appuie sur un partage qui assure une meilleure croissance. Une politique qui se base, essentiellement, sur une plus large concertation, dans l'objectif d'optimiser les allocations des ressources matérielles et immatérielles.

La majorité des pays opte plutôt pour une économie de marché qui développe des services sociaux de qualité, mais dans le respect de l'environnement.

Toute inspiration d'un individu, élément fondamental d'une société, vient, inéluctablement, de la profondeur de son passé. La société algérienne, sculptée par les habitudes socialistes, ne peut échapper à cette règle. Ainsi, tous les réflexes des individus, qui forment les groupes, portent les séquelles de cette période socialiste, pour laquelle, certains, même responsables, continuent de nourrir une nostalgie.

Si la transition de l'économie planifiée vers une économie de marché n'est pas réussie, c'est parce que ce changement radical ne peut se faire, simplement par une décision politique appuyée, soi-disant, par des décrets suivis de textes d'application. Plutôt, il est demandé plus de courage et d'engagement politique et, surtout, un réajustement des comportements avec des mises à niveaux des institutions et des individus, selon les exigences de la nouvelle

stratégie politique et du marché. Pour peu que la rupture avec l'économie dirigée soit, totalement, consommée.

Les nations ayant réussi la transition n'ont pas tardé à mettre en place les fondements d'une économie créatrice de richesses, avec le moins de ressources possibles, en d'autres termes, une économie intensive, donc plus productive. Contrairement à ce qu'était l'économie planifiée qui fonctionnait, sans souci de productivité, en produisant moins avec plus de ressources.

La réussite d'une telle transition passe par une politique de privatisation, qui demeurerait soucieuse de la création de richesses et d'emplois stables non précaires, plutôt que de la valeur marchande des investissements. Une politique qui répond à la question « Que peut créer cette entreprise comme richesses et emplois ? » et non à la question « Combien cette entreprise pourrait coûter ? ». Une privatisation orientée vers la transformation d'une économie extensive destructrice de richesses à une économie intensive créatrice de richesses.

L'économie algérienne est totalement extensive, à partir du moment où les pouvoirs publics, ne se souciant pas des coûts de réalisation (input), s'intéressent plutôt uniquement aux réalisations (output), au moment où l'optimisation des allocations des ressources est à l'ordre du jour, sur le plan international. Cette pratique trouve son origine, justement, dans la période socialiste.

« THANEMIRT » en tamazighet.

Genève, le 11 juillet 2016

Mohamed Aggoun, président de l'association